



EXTRAIT
du registre des Délibérations du Conseil Municipal
séance du 10 décembre 2024

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	en exercice	qui ont pris part à la Délibération
45	45	42

**2024 - 234 CONVENTION DE PARTENARIAT DANS LE CADRE DE LA LUTTE
CONTRE LE HARCELEMENT SCOLAIRE**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 3 décembre 2024, s'est réuni le mardi 10 décembre 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Galla sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Murièle CHABERT, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Jean-Marc GARNIER, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Franck BARBEY, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Paul EUZIERE, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mekia Noura ADDAD, Stéphane CASSARINI, Bernard BRUNEAU, Jean-Paul CAMERANO.

PART EN COURS DE SEANCE :

/

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

/

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Ali AMRANE
Monsieur Pascal PELLEGRINO

Madame Karine GIGODOT
Madame Magali CONESA
Madame Myriam LAZREUG

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Alexandre GAIFFE
Monsieur Patrick ISNARD

PROCURATION :

Monsieur Ali AMRANE à Monsieur François ROUSTAN
Monsieur Pascal PELLEGRINO à Monsieur Philippe BONELLI
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN
Madame Magali CONESA à Monsieur Paul EUZIERE
Madame Myriam LAZREUG à Monsieur Stéphane CASSARINI

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 5 novembre 2024.

En vertu de l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Questions retirées à l'ordre du jour :

- | | |
|-------------------|---|
| 2024 - 215 | PROJET DE LIAISON URBAINE ENTRE L'AVENUE ALPHONSE MOREL,
LA TRAVERSE FONT LAUGIERE ET LE BOULEVARD GAMBETTA
VIA LE PARC DE STATIONNEMENT LA ROQUE
ACQUISITION DES LOTS N° 48 ET 56 DE LA COPROPRIETE « LA ROQUE »
CADASTREE SECTION BI N° 25 SISE 5 RUE DE LA PORTE NEUVE |
| 2024 - 216 | PROJET DE LIAISON URBAINE ENTRE L'AVENUE ALPHONSE MOREL,
LA TRAVERSE FONT LAUGIERE ET LE BOULEVARD GAMBETTA
VIA LE PARC DE STATIONNEMENT LA ROQUE
VENTE APPARTEMENT EN REZ-DE-JARDIN DE LA COPROPRIETE
CADASTREE SECTION BN N° 20 ET JARDIN ATTENANT
CADASTRE SECTION BN N° 19 SIS 19 AVENUE GUY DE MAUPASSANT |
| 2024 - 230 | MUSEE D'ART ET D'HISTOIRE DE PROVENCE
VALIDATION DU PROJET SCIENTIFIQUE ET CULTUREL |
| 2024 - 238 | ENERGIES RENOUVELABLES
SOLARISATION DU PARC DE STATIONNEMENT JEAN GIRARD
LANCEMENT D'UNE PROCEDURE DE CONCESSION DE TRAVAUX
VALANT AUTORISATION D'OCCUPATION DOMANIALE |

**VILLE DE GRASSE
CONSEIL MUNICIPAL**

2024 - 234

DU 10 DECEMBRE 2024

**CONVENTION DE PARTENARIAT DANS LE CADRE DE LA LUTTE
CONTRE LE HARCELEMENT SCOLAIRE**

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

Le présent rapport a pour objet d'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat dans le cadre de la lutte contre le harcèlement scolaire avec le Rectorat de l'académie de Nice.

INCIDENCE BUDGETAIRE

SERVICE GESTIONNAIRE	IMPUTATION BUDGETAIRE	MONTANT TTC
VIE SCOLAIRE	SANS INCIDENCE FINANCIERE	

Madame Murièle CHABERT expose,

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L. 111-6 et R. 511-13 ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 132-7 ;

Vu le décret n° 2023-782 du 16 août 2023 relatif au respect des principes de la République et à la protection des élèves dans les établissements scolaires relevant du ministre chargé de l'éducation nationale ;

Vu la circulaire n° 2014-059 du 27 mai 2014 relative à l'application de la règle, aux mesures de prévention et aux sanctions ;

Considérant que l'académie de Nice est pionnière dans la lutte contre le harcèlement scolaire. Elle fait partie en effet des six académies expérimentatrices du premier programme national « clé en main » de lutte contre le harcèlement scolaire mis en place par le ministère de l'éducation nationale à la rentrée scolaire 2019.

Ce programme, devenu le programme pHARe, a été généralisé à toutes les écoles et à tous les collèges de l'académie à la rentrée scolaire 2021. Il concerne également tous les lycées depuis la rentrée scolaire 2023.

Considérant que par ailleurs, depuis le 13 novembre 2023, l'académie de Nice a créé un pôle de lutte contre le harcèlement scolaire, chargé de poursuivre le déploiement du programme pHARe et, plus généralement, de mettre en œuvre le plan interministériel de lutte contre le harcèlement à l'école présenté le 27 septembre 2023 par le Gouvernement, plan sans précédent qui fait de la lutte contre le harcèlement scolaire une priorité nationale.

Considérant que la ville de Grasse est, de son côté, pleinement engagée dans une politique de prévention qui se traduit notamment par l'organisation et la mise en place de plusieurs actions, dont certaines ont vocation à se pérenniser, telles que la mise en place des « copains bienveillants » dans le cadre du CLSPD, les Conseils municipaux des Jeunes par le service Jeunesse, la distribution du livre « Bonjoür » dans les classes de CM2 qui traite du passage entre le CM2 et la 6^{ème} (dont une partie traite du harcèlement).

Considérant qu'afin d'harmoniser les pratiques dans ce domaine et au regard de l'importance de la détection des situations de harcèlement sur l'ensemble du temps de l'enfant, le pôle académique de lutte contre le harcèlement scolaire met à disposition les formateurs académiques PHARe pour intervenir auprès des cadres de la Ville, des gérants des temps périscolaires, des adjoints techniques territoriaux et Atsem qui surveillent les temps de restaurant scolaire et qui interviennent sur l'ensemble des temps périscolaires.

Considérant que le Rectorat de Nice et la commune de Grasse souhaitent échanger sur les cas de harcèlement dans les écoles, collèges et lycées grasseois, que les cas soient avérés ou des suspicions de harcèlement scolaire.

Considérant que le Rectorat de Nice organise tous les ans des ateliers à destination des parents d'élèves et que la commune de Grasse sera informée des dates de ces ateliers afin d'y participer si elle le souhaite.

Considérant que le Rectorat de Nice pourra solliciter la commune de Grasse pour tenir le rôle de médiateur avec une famille lorsque la relation de confiance entre cette famille et l'école ou l'établissement est rompue.

Considérant que les mesures de responsabilisation et de rappel à l'ordre pourront être mises en place par la commune de Grasse en lien avec le Rectorat de Nice.

Considérant qu'un comité de suivi et d'évaluation permettra d'apprécier les effets de cette convention.

Les commissions « Optimisation et performance des moyens et ressources », « Equipement et aménagement du cadre de vie », « Vivre ensemble » et « Qualité de vie » ayant été saisies de ce dossier dans leur séance respective du 19 novembre 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat dans le cadre de la lutte contre le harcèlement scolaire pour une durée de trois ans, renouvelable deux fois par tacite reconduction :
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à signer les éventuels avenants à ladite convention.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Délibération affichée le **12 DEC. 2024**
suivant les signatures
POUR EXTRAIT CONFORME
Le Maire,



u.

La Secrétaire de séance
Valérie COPIN, Première Adjointe

Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le **12 DEC. 2024**